



ASSEMBLÉE NATIONALE

16ème législature

Pauvreté : nouvelle rentrée dans l'enfer de l'inflation pour les Français

Question écrite n° 11631

Texte de la question

M. Damien Maudet alerte M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique sur l'inflation et la pauvreté qui ne cessent d'augmenter dans le pays. D'un côté, il y a Bruno Le Maire : « Je récuse l'idée selon laquelle il y aurait un appauvrissement de la société française ». De l'autre, il y a la réalité que vivent les Français : « Le 15 je suis déjà à découvert », « Tout augmente et je ne parviens plus à m'en sortir », « Déjà que c'était compliqué pour les courses, les factures... Je ne sais pas comment on va faire avec les fournitures scolaires qui arrivent », « Au milieu du mois, je commence déjà à être à 5 euros près chaque semaine ». Avec plus de sarcasme, une dame croisée sur le parking d'un des supermarchés d'Ambazac expliqué à M. le député : « Il y a un endroit où ça baisse, c'est dans le porte-monnaie ! » Au-delà des témoignages, les chiffres s'accumulent. Derniers en date, le baromètre du Secours populaire. Le constat est sans appel : « La situation financière des Français continue d'empirer cette année ». Pouvoir d'achat, santé, énergie, tout y passe. Cette rentrée est une nouvelle rentrée de privations pour les concitoyens. Plus de la moitié des Français (60 %) déclarent avoir vu leur pouvoir d'achat baissé ces 3 dernières années. 45 % des Français ont du mal à régler certains actes médicaux. La moitié des concitoyens peinent à payer leurs factures d'énergie. Malgré tous les signaux alarmants, malgré le fait que M. le ministre dit lui-même avoir du mal à acheter des pâtes à ses enfants, rien n'est fait pour les Français. Sur le pouvoir d'achat, toujours pas d'indexation des salaires sur l'inflation. Le coût de la vie augmente, mais les salaires ne suivent pas. Travailler est *de facto* moins rentable qu'avant. Lorsque les produits alimentaires prennent 20 %, travailler ne permet plus de manger correctement. « On vit au jour le jour ! Ce n'est plus toi qui décides ce que tu as envie de manger. Désormais, c'est le prix du produit qui décide ce que tu manges ! » 1 Français sur 3 ne peut manger trois fois par jour et 36 % se privent de repas pour nourrir leurs enfants à leur faim. Le Gouvernement généralise les files d'étudiants affamés à l'ensemble des travailleurs. Dans le même temps, l'agroalimentaire double ses profits. Pour la santé, alors que le système s'écroule, qu'il devient impossible de prendre rendez-vous chez un médecin, impossible pour les soignants de faire correctement leur travail, M. le ministre décide de taxer la vie. Et il n'a que faire que les Français renoncent déjà à se soigner pour des raisons financières, que faire du fait que depuis qu'il est au pouvoir le budget santé des Français est passé de 715 euros par an en 2018 à 1 249 euros aujourd'hui ! Concernant l'énergie, fin du bouclier tarifaire, fin des tarifs réglementés pour le gaz. Tout empire et il accélère la casse. Il accélère et sur le budget des Français ! D'un côté, M. le ministre assure une réduction de la dette, des économies sur le dos des Français. De l'autre, il gave les profiteurs. Un exemple, l'essence. Le litre est à 2 euros ou presque. TotalEnergies a réalisé les plus gros profits jamais réalisés par une entreprise, 19 milliards d'euros ! Plutôt que de suivre le bon sens, de les obliger à partager un peu le gâteau, M. le ministre autorise les ventes à perte, qui seront de toute évidence compensées par les impôts des Français. Il accélère et il sanctionne ! « Ça commençait à faire beaucoup niveau prix, surtout la viande, qui coûtait cher. Une barquette de filets de poulet, c'est 9 balles, confie à *Mediapart* cet étudiant en biologie à Poitiers, 21 ans. Alors je me suis dit : bon, on l'oublie dans le sac, on va à la caisse et ça passe. ». En France, des gens volent pour manger ! Et plutôt que de régler les causes, le Gouvernement met en place une amende forfaitaire de 300 euros pour vol à l'étalage. C'est la politique de la double peine. Quel bilan. À tel point que c'est le premier gouvernement à mettre en danger une association caritative, comme les Restaurants du cœur. Non pas par manque d'activité, mais parce qu'elle en a trop ! M. le ministre, qui connaît la précarité ; lui qui avec 10 000 euros par mois environ a du

mal à acheter autre chose que des paquets de pâtes à ses enfants, pourquoi a-t-il cet entêtement à laisser faire un marché qui ne marche pas, à laisser des travailleurs s'appauvrir ? Il lui demande où est l'État.

Données clés

Auteur : [M. Damien Maudet](#)

Circonscription : Haute-Vienne (1^{re} circonscription) - La France insoumise - Nouvelle Union Populaire écologique et sociale

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 11631

Rubrique : Pouvoir d'achat

Ministère interrogé : Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique

Ministère attributaire : [Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique](#)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [26 septembre 2023](#), page 8410

Question retirée le : 11 juin 2024 (Fin de mandat)